

PROGRAMME NATIONAL FSE+ EMPLOI - INCLUSION - JEUNESSE - COMPÉTENCES

APPEL À PROJETS ET CRITÈRES DE SÉLECTION

INTITULÉ ET CODE : Pays de la Loire_PLIE de l'agglomération nazairienne_Repérage et accompagnement des publics en proximité 2027 (PDLOOI2350)

RÉGION ADMINISTRATIVE : Pays de la Loire

PÉRIMÈTRE GÉOGRAPHIQUE : Saint-Nazaire agglomération

SERVICE GESTIONNAIRE : OGIM Nantes Saint-Nazaire - fse

DATE DE LANCEMENT DE L'APPEL À PROJETS : 25/08/2026

PÉRIODE DE RÉALISATION POSSIBLE DE L'OPÉRATION : Du 01/01/2027 au 31/12/2027

DURÉE MINIMUM DE L'OPÉRATION : 6 mois

DURÉE MAXIMUM DE L'OPÉRATION : 12 mois

MONTANT TOTAL DU SOUTIEN EUROPÉEN PRÉVU : 45 000 €

MONTANT MINIMUM FSE+/FTJ : 15 000 €

TAUX D'INTERVENTION FSE+/FTJ MAXIMUM : 50 %

THÈME Repérage et accompagnement vers l'emploi des publics en proximité

MONTANT MINIMUM COÛT TOTAL ÉLIGIBLE : 30 000 €

DATE LIMITE DE DÉPÔT DES CANDIDATURES : 25/09/2026



DESCRIPTION ET CONTEXTE :

Programme national FSE+ 2021-2027

Le Fonds social européen + (FSE+) est un fonds structurel de l'Union européenne. Sa vocation principale est de contribuer à améliorer les perspectives professionnelles de l'ensemble des citoyens européens, en particulier ceux en situation de précarité ou d'exclusion.

La gestion du FSE+ en France est répartie entre l'Etat et les Régions en fonction de leurs compétences. L'Etat gère les volets emploi et inclusion du fonds via le programme national FSE+ « Emploi, Inclusion, Jeunesse et compétences » 2021-2027. Ce programme bénéficie d'une enveloppe de plus de 4 milliards d'euros. Il est géré par la Délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle (DGEFP) et les services de l'Etat en région (Directions régionales de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités). Elle s'appuie sur les Départements et les PLIE, qui en tant qu'organismes intermédiaires gèrent directement une part de ces crédits dans le domaine de l'insertion.

Le programme national FSE+ est réparti en 6 priorités : 3 priorités centrales et 3 priorités complémentaires. La première, dont relève cet appel à projets, vise à favoriser l'insertion professionnelle et l'inclusion sociale. Cette priorité vise notamment à financer des actions d'accompagnement vers l'emploi, d'insertion par l'activité économique, et de lutte contre la pauvreté et l'exclusion. Elle concentre près de la moitié des ressources du programme.

Le PLIE de l'agglomération nazairienne

Le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE) de l'agglomération nazairienne mobilise un ensemble de dispositifs et actions en faveur de l'insertion afin d'organiser des parcours individualisés vers l'emploi. Il a été construit pour répondre aux besoins et aux opportunités du territoire, à partir d'un diagnostic et d'un projet partagés par l'ensemble des acteurs institutionnels, sociaux et économiques qui sont concernés par l'insertion et l'emploi.

La principale fonction du PLIE est d'organiser, par un accompagnement renforcé et individualisé, des parcours d'insertion professionnelle vers l'emploi durable pour des publics en difficulté, en complément de l'offre développée par les partenaires du territoire dans le cadre du droit commun.

Cet accompagnement est réalisé par des « référents de parcours », conseillers uniques, qui soutiennent les participants dans leurs parcours d'insertion professionnelle. Ils sont garants de la construction et du suivi optimal des parcours d'insertion. Leur intervention est complétée et renforcée par des chargés de relation entreprises qui interviennent auprès de certains participants pour faciliter leur accès et leur maintien dans l'emploi.

Sur l'agglomération de Saint Nazaire, on observe que malgré un dynamisme économique remarquable et des tensions de recrutement, l'accès à l'emploi durable et de qualité demeure difficile pour ceux qui en sont éloignés. Il en résulte un isolement des publics privés d'emploi, une défiance à l'égard de l'institution et un éloignement voire une défiance des lieux institutionnels et traditionnels d'accompagnement.

Un des enjeux du PLIE réside donc dans la restauration de la confiance de ces publics vis-à-vis des acteurs de l'emploi en proposant l'offre de service du dispositif PLIE en proximité, sur leurs lieux de vie.



Les quartiers d'intervention envisagés sont les quartiers politique de la ville (QPV), les quartiers de veille active (QVA) et les quartiers présentant des signes de précarité de la CARENE, notamment ceux de Bellevue à Montoir, Certé à Trignac, Prézégat, Robespierre, Petit Caporal, Avalix, la Trébale, Kerlédé, la Bouletterie, République nord à Saint-Nazaire.

Cet appel à projets vise donc à répondre à la fois aux problématiques de la priorité 1 du PON FSE+ liées à l'insertion professionnelle et l'inclusion sociale des personnes les plus éloignées du marché du travail et des plus vulnérables / ou des exclus, et aux objectifs du protocole d'accord du PLIE de l'agglomération nazairienne qui vise le retour à l'emploi durable d'au moins 50% des personnes accompagnées.

CADRE D'INTERVENTION - PROFIL DE FINANCEMENT

- **Priorité d'investissement**

1 Favoriser l'insertion professionnelle et l'inclusion sociale des personnes les plus éloignées du marché du travail et des plus vulnérables/ou des exclus

- **Objectif spécifique**

1.h Favoriser l'inclusion active afin de promouvoir l'égalité des chances, la non-discrimination et la participation active, et améliorer l'employabilité, en particulier pour les groupes défavorisés

- **Contexte de l'objectif spécifique**

La Communauté d'agglomération de la région nazairienne et de l'estuaire (CARENE) compte 10 communes et rassemblait 129 527 habitants en 2023. Il s'agit de la deuxième plus grande agglomération de Loire-Atlantique. La population y est en augmentation régulière (+ 0,9% par an entre 2015 et 2021), essentiellement du fait du solde migratoire (+ 0,9% par an), légèrement supérieur à celui du département de Loire Atlantique (+ 0,8 % par an sur la même période).

Les taux de pauvreté et de chômage (au sens du recensement) en 2021 sont bien supérieurs à ceux du département (respectivement 13,2 % et 12,2 % pour la CARENE contre 10,1% et 9,8 % pour la Loire- Atlantique), et ce en dépit d'une activité portuaire soutenue du fait notamment du développement des énergies marines renouvelables et du dynamisme de la construction navale.

L'agglomération compte 3 QPV tous situés sur la commune de Saint-Nazaire et 4 quartiers de veille situés sur les communes de Trignac, Montoir de Bretagne et Saint-Nazaire. Leurs habitants rencontrent d'importantes difficultés socio-économiques avec de faibles revenus et un taux de chômage élevé.

La part de familles monoparentales est également élevée (9,5%) et en augmentation (+11,1 % sur la période 2015-2021). Le faible niveau de diplôme (17,4 % de la population n'a pas de diplôme et 35,9 % a un diplôme inférieur au bac contre respectivement 14,8 % et 30 % au niveau départemental) et l'étalement urbain qui génère des temps de trajet plus longs que sur le reste du département, constituent les autres freins à l'emploi du territoire.

Cette situation est particulièrement prégnante au sein des quartiers appartenant à la géographie prioritaire. L'agglomération compte 3 QPV tous situés sur la commune de Saint-Nazaire (Ville Ouest,

Petit Caporal et Robespierre – Prézégat) et 4 quartiers identifiés comme fragiles situés sur les communes de Trignac (Certé), Montoir de Bretagne (Bellevue) et Saint-Nazaire (Avalix et Méan Penhoët). Leurs habitants rencontrent d'importantes difficultés socio-économiques avec de faibles revenus et un taux de chômage élevé. Ainsi, le taux de pauvreté s'y élève à 42,9% et les taux d'emploi des femmes et des hommes qui y habitent sont seulement de 37,9% et 49,1% (contre respectivement 60,2% et 66,2% au niveau de l'agglomération).

Afin de favoriser l'inclusion active et d'améliorer l'employabilité des personnes exclues du monde du travail, le PLIE de l'agglomération nazairienne organise des parcours d'insertion professionnelle vers l'emploi à destination des publics les plus en difficulté avec un accompagnement très renforcé des personnes.

Cet appel à projets vise ainsi à soutenir l'accompagnement renforcé vers l'emploi des personnes en recherche d'emploi tel que défini dans l'OS H du PON FSE+, notamment celles issues des QPV, des QVA et des quartiers présentant des signes de précarité de la CARENE.

• Objectifs

L'accompagnement dans le cadre du PLIE des participants issus des QPV, quartiers présentant des signes de précarité identifiés ci-dessous vise leur accès à l'emploi durable et leur maintien dans cet emploi, et doit permettre de :

- De proposer des parcours intégrés à des personnes éloignées de l'emploi conformément aux objectifs quantitatifs du PLIE, soit : 50 nouvelles entrées dans le PLIE et 30 personnes accompagnées minimum en file active par le référent "aller vers" ; contribuer aux 58 sorties positives du dispositif correspondant à 50% des sorties totales (42 % en emploi durable ou création d'activité, 8 % en formation qualifiante).
- D'assurer une couverture des quartiers sensibles ou présentant des signes de décrochage, garante de l'équité territoriale en terme d'accès à l'emploi. Pour ce faire le référent de parcours devra être équipé d'outils permettant l'accès à internet à distance.
- De renforcer la qualité et l'efficacité des parcours d'accompagnement.

• Actions visées

Les opérations éligibles sont les opérations :

- de repérage des publics au sein des QPV, et des quartiers présentant des signes de précarité identifiés ci-dessous, et de leur sensibilisation à un accompagnement dans le cadre du PLIE ;
- d'accompagnement dans le cadre du PLIE des habitants des QPV, et quartiers présentant des signes de précarité.

Le travail de repérage et de sensibilisation implique la présence au sein des quartiers ciblés d'un référent "aller vers" afin d'être au plus près des publics et de mettre en place un partenariat soutenu avec les acteurs de proximité. Cette présence permettra notamment :

- de communiquer des premiers éléments de réponse aux personnes ayant des interrogations liées à l'emploi ;
- de proposer, en lien avec les besoins recensés/repérés , et d'animer, des ateliers collectifs sur la recherche d'emploi ou la levée des freins périphériques aux habitants et aux participants du PLIE (calendrier/contenu pédagogique à proposer) / mobiliser des partenaires susceptibles de participer à la construction de l'offre et/ou l'animation ;
- d'établir un diagnostic socioprofessionnel des personnes rencontrées et de codéfinir avec ces dernières le parcours d'insertion et les étapes nécessaires à sa mise en œuvre ;
- d'orienter vers les structures partenaires adaptées ;
- de proposer l'accompagnement dans le cadre du PLIE.

A l'issue de cette phase de repérage, les personnes qui souhaiteront bénéficier d'un accompagnement renforcé seront orientées vers le PLIE afin d'être accompagnées par le référent "aller vers" ou par un autre "référént de parcours" du PLIE.

La fonction d'accompagnement sera mise en œuvre de manière individuelle et collective et comprendra plusieurs phases :

1. Phase de diagnostic et d'entrée dans le PLIE

- Réalisation d'un diagnostic socio-professionnel visant à évaluer la motivation et la capacité des personnes à s'engager dans un parcours d'insertion vers l'emploi et à vérifier l'éligibilité du participant au PLIE. Ce diagnostic est présenté par le référent lors d'un Comité de Suivi des Parcours sur présentation d'un argumentaire.
- Signature d'un contrat d'engagement tripartite (référént – participant – coordinatrice du PLIE), validé par ce comité, seul habilité à valider les entrées et sorties du PLIE. Il est animé par le service animation du PLIE et composé des référents de parcours et de France Travail.

2. Phase de mise en œuvre de parcours

- Mise en place d'un parcours et d'un suivi renforcé qui se traduit notamment par un contact au minimum une fois par mois entre le référent et le participant. Selon le diagnostic réalisé et en concertation avec le Comité de suivi de parcours, l'accompagnement de la personne



pourra être assuré par un référent autre que celui ayant réalisé le diagnostic initial. Ce contact sera physique pour les participants sans étapes de parcours, et pourra être téléphonique pour les participants en étape.

- Proposition, orientation et suivi d'étapes du parcours. La construction du parcours d'insertion de chaque participant se fera par la mobilisation du partenariat du territoire, des dispositifs de droit commun existants et des actions mises en œuvre par le PLIE. Par ailleurs le référent de parcours contribuera à l'organisation et à l'animation de nouvelles actions en lien avec les besoins non couverts des publics.

3. Phase de sortie du PLIE

- Une sortie positive s'entend par un emploi de 6 mois et 1 jour effectif avec justificatif (fiches de salaires/attestation employeur/attestation participants). Pour ce faire, le référent de parcours dispose en plus de l'offre de droit commun, de la fonction de chargé de relation entreprises du PLIE dont la mission est de mobiliser et de faciliter l'intégration des participants du PLIE dans les entreprises.
- Dans le cas d'une sortie autre : recherche de relais à l'accompagnement.

Note : Toutes les sorties du PLIE seront présentées par le référent et feront l'objet d'une validation en Comité de Suivi des Parcours sur la base d'un argumentaire, d'un bilan et de pièces justificatives.

• **Catégorie des candidats éligibles à l'objectif spécifique**

Les structures éligibles sont les structures œuvrant dans le champ de l'aide à l'emploi et/ou de l'insertion professionnelle.

S'agissant des associations, seules sont admises celles ayant souscrit un contrat d'engagement républicain. Une attestation du respect des valeurs du contrat d'engagement républicain est disponible sur le site internet de l'OGIM pour celles qui n'auraient pas encore établi le leur.

• **Public cible**

Le public cible est constitué de participants du PLIE de l'agglomération nazairienne, principalement ceux issus des QPV, et quartiers présentant des signes de précarité suivants :

- Bellevue à Montoir ;
- Certé à Trignac ;
- Prézégat, Robespierre, Petit Caporal, Avalix, La Tréballe, Kerlédé, La Bouletterie, et République nord à Saint-Nazaire.



Remarque : Pourront être accompagnées également des personnes issues des quartiers adjacents à ceux ciblés par l'AAP si elles sont orientées sur l'opération par le référent « aller vers ».

La phase de repérage et de sensibilisation des publics au sein de ces quartiers ne permettra pas de recueillir les données personnelles. Aussi, seules les personnes qui bénéficieront d'un accompagnement renforcé par le référent "aller vers" à l'issue de cette première phase seront enregistrées en tant que participants.

Il appartiendra au porteur de s'assurer du recueil des preuves nécessaires à la justification de l'éligibilité des publics accompagnés, à savoir :

- La fiche d'orientation du référent « aller vers » vers le dispositif PLIE ;
- Le contrat d'engagement réciproque PLIE ;
- Les comptes-rendus des comités de suivi de parcours PLIE validant l'entrée des participants dans le PLIE ;
- La fiche participant extraite de Viesion.

Pour rappel, l'éligibilité des participants s'apprécie au moment de leur entrée dans l'opération.

- **Profils de plan de financement**

Taux forfaitaire de 40% des dépenses de personnel (au réel) pour calculer les coûts restants

Taux forfaitaire de 15% des dépenses de personnel (au réel) pour calculer les dépenses indirectes

- **Autre**

Les éléments relatifs au plan de financement de l'opération, figurent au rang des critères de sélection des projets.

On les retrouvera à la rubrique « Critères spécifiques de sélection des opérations » de « REGLES D'ELIGIBILITE ET DE SELECTION SPECIFIQUES DE L'APPEL A PROJETS ».

RÈGLES D'ÉLIGIBILITÉ ET DE SÉLECTION COMMUNES AUX PROJETS FSE+/FTJ

- **Textes de référence**

Règlement UE 2021/1057 du Parlement et du Conseil du 24 juin 2021 instituant le Fonds social européen plus (FSE+) et abrogeant le règlement UE n°1296/2013

Règlement UE 2021/1060 du Parlement et du Conseil du 24 juin 2021 portant dispositions communes relatives au FEDER, au FSE+, au Fonds de cohésion, au FTJ et au FEAMP, et établissant les règles financières applicables à ces Fonds [...]

Décret no 2022-608 du 21 avril 2022 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens de la politique de cohésion et de la pêche et des affaires maritimes pour la période de programmation 2021-2027.

• Architecture et gestion - lignes de partage

Le programme national FSE+ « Emploi, inclusion, jeunesse et compétences »

Le Fonds Social européen plus (FSE+) est le principal outil d'investissement social de l'Union européenne et vise à soutenir les politiques de l'Union en matière sociale, d'emploi, d'éducation et de compétences.

En France, la mise en œuvre du FSE+ est partagée entre les conseils régionaux, autorités de gestion des programmes régionaux « FEDER-FSE+ », et l'État dans le cadre du programme national FSE+ « Emploi, inclusion, jeunesse et compétences ».

Le programme national FSE+ dont la Délégation Générale à l'Emploi et à la Formation Professionnelle (DGEFP) est autorité de gestion, est structuré en 7 priorités :

- Priorité 1 - Favoriser l'insertion professionnelle et l'inclusion sociale des personnes les plus éloignées du marché du travail et des plus vulnérables/ou des exclus ;
- Priorité 2 - Favoriser l'accès à l'emploi des jeunes et renforcer leur employabilité notamment par la réussite éducative ;
- Priorité 3 - Améliorer les compétences et les systèmes d'éducation, de formation professionnelle et d'orientation pour mieux anticiper et accompagner les mutations économiques ;
- Priorité 4 - Promouvoir un marché du travail créateur d'emploi, accessible à tous et un environnement de travail inclusif et sain ;
- Priorité 5 - Aide alimentaire et matérielle aux plus démunis ;
- Priorité 6 - Favoriser l'innovation sociale et l'essaimage des dispositifs innovants ;
- Priorité 7 - Répondre aux défis spécifiques des régions ultrapériphériques.

Le contenu détaillé du programme national FSE+ est disponible en ligne : <https://fse.gouv.fr/le-programme-national-fse>.

Le programme national FSE+ se compose d'un volet central, mis en œuvre par la DGEFP, et d'un volet déconcentré, mis en œuvre par les Directions (régionales) de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités, en tant qu'autorités de gestions déléguées, et leurs organismes intermédiaires (conseils départementaux, PLIE, métropoles).

Le programme national FTJ « emploi et compétences »

Le Fonds de Transition Juste (FTJ) vise à soutenir les territoires confrontés à de graves difficultés socio-économiques résultant de la transition vers la neutralité climatique des activités industrielles les plus émettrices de CO2.

En France, 10 territoires correspondant à des zones départementales et infra-départementales de 6 régions métropolitaines sont éligibles :

- Le territoire Normandie – Axe Seine et Bresle ;
- Les départements du Nord et du Pas-de-Calais ;
- Des territoires des départements de Moselle, Meurthe-et-Moselle et Haut-Rhin ;
- Le territoire du Pacte de Cordemais en Pays-de-la-Loire ;
- Des territoires des départements du Rhône et de l'Isère ;
- Le département des Bouches-du-Rhône.

Dans ces territoires, le FTJ est mis en œuvre par les Régions pour la mise en œuvre des mesures économiques et par l'État pour les mesures du volet emploi et compétences dans le cadre du programme national FTJ « Emploi et compétences ».

Le contenu détaillé du programme national FTJ est disponible en ligne : <https://fse.gouv.fr/le-programme-ftj>.

L'intervention des fonds FTJ s'inscrit dans les orientations stratégiques et les objectifs définis pour chaque territoire dans le cadre des plans territoriaux de transition juste.

Cadre d'intervention des programmes nationaux FSE+ et FTJ

Dans le cadre des programmes nationaux FSE+ et FTJ, il appartient à chaque autorité de gestion déléguée et à chaque organisme intermédiaire de définir ses propres appels à projets en cohérence avec les règlements européens et les orientations de chacun des programmes. Ces appels à projets tiennent compte des lignes de partage, définies dans l'Accord de partenariat et dans les accords locaux, avec les programmes et les fonds suivants :

- Les programmes régionaux contenant du FSE+ ;
- Le programme FSE+ de financement de l'aide alimentaire (DGCS) ;
- Le Fonds européen de développement régional (FEDER) ;
- Le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) ;
- Le Fonds Asile, Migration et Intégration (FAMI) ;
- Le Fonds Européen pour les Affaires Maritimes, la Pêche et l'Aquaculture (FEAMPA).

• Critères communs de sélection des opérations

Conformément à l'article 73 du Règlement (UE) 2021/1060, l'autorité de gestion établit et applique les critères et procédures de sélection des opérations qui sont non discriminatoires et transparents, assurent l'accessibilité pour les personnes handicapées, l'égalité entre les femmes et les hommes et tiennent compte de la Charte des droits fondamentaux et de l'Union européenne.

Ces critères et procédures permettent en outre d'optimiser la contribution des fonds de l'Union à la réalisation des objectifs des programmes nationaux. Ils s'appliquent à tous les fonds (FSE+ et FTJ) et à toutes les opérations, y compris celles gérées par les organismes intermédiaires, sous la supervision de l'autorité de gestion.

Conformément à l'article 73.1 du Règlement (UE) 2021/1060, l'autorité de gestion s'assure lors de l'instruction du dossier du respect par l'opération des critères de sélection communs et spécifiques.

1. Principes horizontaux



Les critères de sélection portant sur les principes horizontaux se basent sur les principes fondamentaux de l'Union européenne.

1.1. Non-discrimination

Les projets ne doivent pas induire de discrimination fondée sur le sexe, l'origine raciale ou ethnique, la religion ou les convictions, le handicap, l'âge ou l'orientation sexuelle.

1.2. L'accessibilité aux personnes en situation de handicap

L'accessibilité doit être prise en compte dans toutes les productions (sites internet, plateformes, etc.) et services mis à la disposition du public qui sont cofinancés par les fonds européens.

Si l'opération comporte des participants (accompagnement, formation etc.), l'accessibilité est vérifiée à l'instruction de la demande de subvention, puis contrôlée le cas échéant lors de visites sur place effectuées par le gestionnaire et/ou à l'examen de la demande de paiement (bilan d'exécution) lors du contrôle de service fait.

1.3. Égalité entre les femmes et les hommes

Les opérations doivent respecter et favoriser l'égalité entre les femmes et les hommes. Elle doit être intégrée aux différentes étapes de la mise en œuvre de l'opération. La démarche implique une approche d'intégration de la dimension de genre garantissant que toutes les opérations prennent ouvertement et activement en compte leurs incidences sur la situation respective des femmes et des hommes dans la perspective d'une élimination des inégalités.

Afin d'être en mesure de fournir la preuve de l'impact à cet égard, le porteur de projet doit indiquer de quelle manière et par quel type d'actions il prend en compte ce principe dès sa demande de subvention, et doit rendre compte de l'atteinte de ces objectifs dans son bilan d'exécution.

1.4. Développement durable et politique de l'Union européenne dans le domaine de l'environnement

À la suite de la réalisation d'une analyse ex ante, les opérations éligibles au programme ont été jugées comme répondant au principe « Do no significant harm » (DNSH).

2. Critères communs

2.1. Règles d'éligibilité communes

Les opérations déposées au titre des programmes nationaux FSE+ et FTJ sont éligibles aux conditions suivantes :

- L'appel à projets s'inscrit dans le cadre temporel de l'article 63.2 du Règlement (UE) 2021/1060 ;
- Elles ne sont pas matériellement achevées ou totalement mises en œuvre avant que la demande de financement au titre du programme ne soit déposée, indépendamment du fait que tous les paiements s'y rapportant aient ou non été effectués ;
- Elles peuvent être mises en œuvre en dehors d'un État membre, y compris en dehors de l'Union, pour autant que l'action contribue à la réalisation des objectifs du programme ;
- Elles font mention du soutien octroyé par les Fonds à l'opération selon les dispositions prévues à l'article 50 du Règlement (UE) 2021/1060 ;

- Elles mettent en œuvre les dispositions en matière de suivi des participants prévues par le règlement (UE) 2021/1057 ;
- Les dépenses valorisées sont liées et nécessaires à la réalisation de l'opération sélectionnée et respectent les règles européennes et nationales (Règlement (UE) 2021/1060, Règlement (UE) 2021/1057, Règlement (UE) 2021/1056, Décret n°2022 608 du 21 avril 2022 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens, respect des règles de la commande publique, de la réglementation des aides d'État, de l'absence de double financement etc.) ;
- Elles sont engagées par le ou les organismes mettant en œuvre l'opération et payées pendant la période d'éligibilité de la convention portant octroi de l'aide FSE+/FTJ dans le respect des dispositions de l'article 63 du règlement (UE) 2021/1060 (sauf exceptions précisées dans les textes nationaux applicables) ;
- Les dépenses doivent en outre être justifiées par des pièces probantes, à l'exception des forfaits. L'utilisation d'options de coûts simplifiés permet de recourir à des forfaits sans qu'une étude préalable soit nécessaire pour justifier que le forfait est juste, équitable et vérifiable ;
- Les dépenses de personnel sont éligibles si elles correspondent à la rémunération habituellement versée pour la catégorie de fonction concernée ou si elles sont conformes au droit national applicable, aux conventions collectives ou aux statistiques officielles ;
- Les associations et fondations qui sollicitent une subvention au titre des programmes nationaux FSE+ ou FTJ s'engagent à souscrire un contrat d'engagement républicain conformément au décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la Loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations.
- Pour les opérations de moins de 200 000€ de coût total, chaque dépense valorisée dans le plan de financement doit être couverte par une option de coûts simplifiés (forfait), et seules les dépenses servant d'assiette de calcul aux taux forfaitaires peuvent être valorisées au réel (cette obligation ne concerne pas les projets dont le régime d'aide d'Etat est « aides de minimis »).

2.2. Critères communs de priorisation des opérations

Les opérations sélectionnées doivent contribuer à atteindre les objectifs fixés dans les programmes nationaux au niveau de chaque priorité et objectif spécifique :

- Les organismes porteurs de projets doivent être en capacité de respecter les conditions de suivi et d'exécution des opérations telles que prescrites par les textes européens et nationaux applicables, en particulier les obligations liées au bénéfice d'une aide du FSE+ ou du FTJ ;
- Le volume de l'aide et la dimension de l'opération doivent être subordonnés à une analyse en termes de coûts/avantages du financement par le FSE+ ou le FTJ au regard des contraintes de gestion et de suivi de l'opération cofinancée afin d'encourager la concentration des crédits.

En outre, sont privilégiées les opérations présentant une « valeur ajoutée européenne » et répondant aux exigences suivantes :

- La logique de projet (stratégie, objectifs, moyens, résultats) ;
- La qualité du partenariat réuni autour du projet ;
- L'effet levier du projet, y compris sur l'amélioration de la situation des participants ;

- Le nombre de participants, leur ciblage et sa cohérence avec les objectifs du programme et du cadre de performance.

En complément, pour les opérations déposées au titre de la priorité 5 (aide alimentaire et matérielle) du programme national FSE+ sont privilégiées les opérations qui répondent aux critères suivants :

- La capacité des projets à répondre à un objectif d'intégration sociale des personnes en situation de vulnérabilité économique ou sociale en leur donnant un accès digne à une alimentation saine, équilibrée et de qualité et à des biens de première nécessité ;
- La qualité de l'accompagnement social proposé ;
- La capacité des projets à limiter au minimum les déchets d'emballage ;
- La présence et la qualité de liens avec les producteurs locaux pour la fourniture de produits abordables ;
- L'examen de l'impact environnemental des opérations avec un objectif de réduction de cet impact ;
- L'association/emploi de personnes issues des groupes défavorisés pour la fourniture de l'aide.

RÈGLES D'ÉLIGIBILITÉ ET DE SÉLECTION SPÉCIFIQUES DE L'APPEL À PROJETS

Les critères de sélection exposés ci-après s'inscrivent dans le cadre général des critères de sélection définis par : la réglementation européenne, le Programme national FSE+ Emploi, inclusion, jeunesse et compétences (PNFSE+EIJC) 2021-2027, et le Comité national de suivi de ce programme.

La définition de critères de sélection a notamment pour objectifs d'assurer la transparence et l'égalité de traitement entre les projets, de financer certains projets et d'en exclure d'autres dont la valeur ajoutée n'apparaît pas suffisante eu égard aux objectifs du programme.

L'opération FSE+ ne doit pas s'assimiler au fonctionnement global de la structure porteur de projet. Le FSE+ finance des opérations menées par les structures. La subvention FSE+ intervient en cofinancement aux côtés d'autres ressources. Il s'agit d'une aide additionnelle. Les porteurs de projets doivent disposer d'une trésorerie compatible avec le développement de leur projet. La liquidation de la subvention FSE+ se fera après la réalisation de l'opération et son contrôle en vue de rembourser les dépenses justifiées.

La sélection des projets peut être contrainte par le nombre et l'importance des projets déposés, en relation avec le montant total du soutien européen alloué à l'appel à projets.

Les financements européens sont exclusivement attribués pour des opérations individuelles et à des personnes morales après décision du comité de programmation.

Modalités de dépôt de la demande de subvention :

Les demandes de subvention doivent être saisies et transmises sur le portail dématérialisé « Ma Démarche FSE+ » au cours de la période d'ouverture de l'appel à projets.

Un accusé de réception automatique est généré et transmis au porteur de projet lors de l'envoi du dossier. Il atteste de sa date de dépôt et de sa transmission au service gestionnaire. Seules les demandes de financement déposées dans « Ma Démarche FSE+ » avant la date de clôture de l'appel à projets seront examinées.

Les opérations achevées à la date de dépôt de la demande de subvention ne sont pas éligibles.

Suites au dépôt de demande de subvention :

- **Recevabilité**

L'OGIM Nantes Saint Nazaire examine la recevabilité de chaque demande de financement déposée, afin de vérifier que l'ensemble des pièces du dossier, nécessaires à son instruction, est disponible. En cas de pièces manquantes, incomplètes ou incorrectes, des compléments sont demandés.

- **Instruction**

Une fois le dossier déclaré recevable, l'OGIM Nantes Saint Nazaire apprécie l'éligibilité, la faisabilité et l'opportunité de l'opération au regard du Programme National FSE+ et des objectifs de la politique d'insertion du PLIE et de l'appel à projets. L'instruction consiste en une analyse qualitative, quantitative et financière de la demande de financement, afin de donner un avis sur l'opportunité de son financement. L'OGIM Nantes Saint Nazaire est libre de demander tous les compléments ou corrections de la demande qu'elle estime nécessaire, et de solliciter des pièces complémentaires afin de s'assurer que l'ensemble des conditions sont réunies pour une justification conforme des dépenses et des ressources du projet et des conditions de sa réalisation.

- **Programmation**

Le comité de programmation se prononcera favorablement ou défavorablement quant à l'attribution d'une subvention FSE+. Il pourra éventuellement ajourner la demande de subvention s'il estime que l'opération ne peut pas être programmée en l'état. Des demandes d'informations complémentaires sont alors faites auprès du porteur de projet pour que le projet soit de nouveau instruit. L'attribution d'une subvention est faite par les co présidents du conseil d'administration (en tant que représentants légaux de l'organisme intermédiaire) ou leurs représentants par délégation. La décision est notifiée à chaque porteur de projet.

- **Conventionnement**

Si la décision est favorable, une convention est alors signée entre le porteur de projet et l'un des co présidents du conseil d'administration de l'OGIM ou son délégataire. Le versement d'une avance à la signature de la convention est possible (à l'exception des collectivités territoriales et de leurs groupements, et des opérateurs de l'Etat), sur demande du porteur et sur présentation d'une attestation de démarrage de l'opération, sous réserve de trésorerie disponible de l'OGIM.

- **Critères spécifiques de sélection des opérations**

En cas de choix à opérer dans le cadre de la programmation des crédits FSE +, au regard des moyens financiers disponibles, l'OGIM Nantes Saint-Nazaire portera une attention particulière sur :

- La cohérence avec d'autres programmes ou dispositifs mis en œuvre sur le territoire ;

- Un ciblage plus spécifique du public ou des zones géographiques en réponse à un besoin particulier ;
 - L'expérience du porteur dans le domaine et/ou les fonds européens.
- **Règles particulières d'éligibilité et de justification des dépenses**

Le plan de financement doit par ailleurs être présenté de la manière suivante :

- En dépenses :

- Dépenses de personnel directement liées à la mise en œuvre de l'opération, dans la mesure où le temps minimum consacré au projet représente au moins 10% du temps de travail de la personne. Les fonctions supports de type secrétaire, comptable ou directeur de la structure, ne sont pas prises en compte dans l'assiette de dépenses directes de personnel. Elles seront cofinancées dans le cadre du forfait de dépenses indirectes. Des dérogations sont possibles sur présentation des lettres de mission listant les tâches opérationnelles liées au projet.
- Coûts restants ou Dépenses indirectes : taux forfaitaire de 40% appliqué sur les dépenses directes de personnel (au réel) pour couvrir l'ensemble des coûts restants de l'opération ou taux forfaitaire de 15% appliqué sur les dépenses directes de personnel (au réel) pour couvrir les coûts indirects.

- En ressources

- Cofinancements publics ou privés prévus pour le financement du projet (le cas échéant)
- Autofinancement (le cas échéant)

Les ressources valorisées doivent être accompagnées des pièces justifiant de l'engagement de chaque cofinanceur, privé ou public (notification, convention, proratisation, attestations...). En absence de précisions du cofinanceur, la ressource est affectée directement et totalement sur l'opération. Des modèles d'attestation de cofinancement sont téléchargeables sur le site internet de l'OGIM.

Pour rappel, l'opération proposée dans la demande de subvention doit avoir lieu durant la période de réalisation allant du 01/01/2027 au 31/12/2027 avec une durée minimum de 6 mois et une durée maximum de 12 mois. Le FSE+ viendra compléter le financement manquant dans la limite de 50% du coût total éligible de l'opération. Le montant de la subvention demandée devra être compris entre 15 000 et 45 000 €.

Il est recommandé de privilégier des temps de travail consacré à l'opération mensuellement fixe et l'utilisation de lettres de mission (un modèle de lettre de mission est téléchargeable sur le site internet de l'OGIM). Conformément à l'article 16§4 du règlement FSE+ 2021/1057, « les dépenses de personnel doivent correspondre à la rémunération habituellement versée pour la catégorie de fonction concernée. Une demande de justification pourra être faite sur la base du salaire antérieur, ou du salaire d'autres postes équivalents dans la structure non financés FSE. »

Conformément à l'article 53 § 2 du règlement (UE) 2021/1060 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 portant dispositions communes, « lorsque le coût total d'une opération ne dépasse pas 200 000 EUR, la contribution accordée au bénéficiaire au titre du [...] FSE+ [...] prend la forme de coûts unitaires, montants forfaitaires ou taux forfaitaires, sauf en ce qui concerne les opérations pour lesquelles le soutien constitue une aide d'État. Lorsqu'il est recouru à un financement à taux forfaitaire, seules les catégories de coûts auxquelles le taux forfaitaire s'applique peuvent être remboursées (...). »

Deux (2) profils de plan de financement sont autorisés dans le cadre du présent appel à projets.

La vérification de la bonne application du système de financement à taux forfaitaire implique de vérifier si les catégories de coûts couvertes par le taux forfaitaire sont nécessaires, sur la base des activités nécessaires à la mise en œuvre du projet, détaillées dans la demande de financement et dans le document énonçant les conditions du soutien.

S'il est recouru au taux forfaitaire de 15% et que l'opération présente un coût total inférieur ou égal à 200 000 €, les dépenses de prestations, les dépenses directes de fonctionnement et les dépenses liées aux participants ne sont pas admises.

Concernant le taux forfaitaire de 40% prévu à l'article 56 du RPDC :

- Ce taux ne doit pas être utilisé si les projets ne comportent que des coûts indirects ;
- Les catégories de coûts couvertes par ce forfait sont : les dépenses directes hors dépenses de personnels (dépenses de fonctionnement, dépenses de prestations, dépenses liées aux participants) et les dépenses indirectes.

Les porteurs de projets doivent indiquer, dans leur demande de subvention, la liste des catégories de dépenses mobilisées nécessaires à la réalisation du projet qui sera vérifiée par le service gestionnaire lors de la sélection de l'opération

Les participants doivent être domiciliés au sein de la métropole nazairienne. Ce critère est obligatoire pour intégrer le PLIE de la métropole nazairienne et fait l'objet d'une vérification par la Commission de validation des entrées sorties du PLIE. Aussi, la justification de l'éligibilité des participants sur la base des pièces mentionnées précédemment garantira le respect du périmètre géographique de l'opération.

Au moment du contrôle de service fait, l'OGIM portera une attention particulière à :

- La capacité à mettre en place un suivi administratif et financier pour l'accompagnement et la gestion de l'opération, dont la saisie VieSION des indicateurs de réalisation et de résultat FSE+ des opérations cofinancées dans le cadre du PLIE en vue d'une exportation des données dans Ma Démarche FSE+
- La mise en place d'outils de suivi permettant de rendre compte de l'opération et de justifier les dépenses qui seront présentées au bilan (émargements, fiches temps, lettre de mission, comptes-rendus d'entretien, etc.)

• **Autre**

Dispositif FSE de lutte contre la fraude, dépôt des plaintes et réclamations

Pour rappel, la Délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle (DGEFP), autorité de gestion du programme national FSE + 2021/2027, met en place la plateforme Elios, une plateforme spécifiquement dédiée au signalement des soupçons de fraude. Elios permet à tout lanceur d'alerte ayant connaissance d'un soupçon de fraude ou de conflit d'intérêt dans la mise en œuvre du programme national du Fonds Social Européen+ de déposer un signalement via un formulaire accessible depuis la page <https://www.plateforme-elios.fse.gouv.fr/>.

Dans une optique d'amélioration de sa qualité de service, la DGEFP met également en place une seconde plateforme spécifique pour le dépôt des réclamations adressées par les porteurs de projets aux services gestionnaires de leur convention FSE, appelée Eolys et accessible à l'adresse suivante : <http://www.plateforme-eolys.fse.gouv.fr.>

Pour faciliter vos demandes de subvention, vous pouvez vous référer aux documents suivants :

- Guide des procédures sur la demande de subvention (bénéficiaire) : <https://mademarchefse.atlassian.net/servicedesk/customer/portal/1/article/6362132>
- Manuel du porteur de projet – Création d'une de demande de subvention FSE+ : <https://mademarchefse.atlassian.net/servicedesk/customer/portal/1/article/6358880>

L'OGIM Nantes Saint Nazaire se tient à votre disposition pour tout complément d'information.

Contacts :

- Julie HOFMANN, coordinatrice du PLIE de l'Agglomération nazairienne : julie.hofmann@saintnazaireagglo.fr / 06 20 72 54 11
- Benoit TRICOCHE, responsable de l'OGIM: btricoche@atdec.org / 06 78 96 86 86

OBLIGATIONS DES BÉNÉFICIAIRES

• Publicité et information

[Non applicable au Programme FSE+ de financement de l'aide alimentaire (DGCS)]

Référence : Article 50 du Règlement (UE) 2021/1060 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021

1. Les bénéficiaires et les organismes mettant en œuvre les instruments financiers font mention du soutien octroyé par les Fonds à l'opération, y compris des ressources réutilisées conformément à l'article 62 :
 - a) en fournissant sur le site internet officiel, si un tel site existe, et les sites de médias sociaux du bénéficiaire une description succincte de l'opération, en rapport avec le niveau du soutien, y compris sa finalité et ses résultats, qui met en lumière le soutien financier de l'



Union ;

b) en apposant de manière visible une mention mettant en avant le soutien octroyé par l'Union sur les documents et le matériel de communication relatifs à la mise en œuvre d'une opération qui sont destinés au public ou aux participants ;

c) en apposant des plaques ou des panneaux d'affichage permanents bien visibles du public, présentant l'emblème de l'Union conformément aux caractéristiques techniques figurant à l'annexe IX, dès que la réalisation physique d'opérations comprenant des investissements matériels commence ou que les équipements achetés sont installés, en ce qui concerne :

i. Les opérations soutenues par le FEDER ou le Fonds de cohésion dont le coût total est supérieur à 500 000 EUR ;

ii. les opérations soutenues par le FSE+, le FTJ, le FEAMPA, le FAMI, le FSI ou l'IGFV dont le coût total est supérieur à 100 000 EUR ;

d) en apposant, en un lieu bien visible du public, pour les opérations ne relevant pas du point c), au moins une affiche de format A3 au minimum, ou un affichage électronique équivalent, présentant des informations sur l'opération qui mettent en avant le soutien octroyé par les Fonds ; lorsque le bénéficiaire est une personne physique, il veille, dans la mesure du possible, à ce que des informations appropriées soient disponibles, qui mettent en avant le soutien octroyé par les Fonds, en un lieu visible du public ou au moyen d'un affichage électronique ;

e) pour les opérations d'importance stratégique et les opérations dont le coût total dépasse 10 000 000 EUR, en organisant une action ou activité de communication, selon le cas, et en y associant en temps utile la Commission et l'autorité de gestion responsable.

- **Respect des obligations de collecte et de suivi des données des participants et entités**

[Non applicable au Programme FSE+ de financement de l'aide alimentaire (DGCS)]

Le règlement UE n°2021/1057 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 contient des dispositions en matière de suivi des participants aux actions cofinancées par le Fonds social européen et le Fonds de Transition Juste. Dans le but de mesurer les progrès réalisés, la Commission européenne souhaite que des données fiables soient disponibles en continu afin de pouvoir les agréger au niveau français et européen.

Les porteurs de projets devront obligatoirement recueillir des données relatives à chaque participant au fil de l'eau (coordonnées, données d'entrée et de sortie de l'opération concernant notamment la situation sur le marché du travail).

Le renseignement de ces données est intégré au système d'information « Ma Démarche FSE+ » pour permettre le suivi des informations relatives aux participants dès leur entrée dans l'action. Les porteurs de projets doivent commencer à renseigner le système d'information dès la recevabilité administrative de leur demande de financement et tout au long de leur opération.

Les données relatives aux sorties des participants (annexe I du règlement UE n°2021/1057 du Parlement européen et du conseil du 24 juin 2021 relatif au FSE) **sont obligatoirement renseignées à la sortie du participant de l'action. Ces données doivent être collectées entre le moment où la personne quitte l'action (date de la sortie) et la quatrième semaine qui suit l'évènement.**

Toutes les données d'entrée et de sortie des participants doivent être saisies de manière exhaustive dans le système d'information Ma Démarche FSE+ avant le dépôt du bilan final.

Pour les opérations sans participants, seuls des indicateurs relatifs aux entités sont à renseigner.

- **Suivi des indicateurs**

[Consulter l'annexe de suivi des indicateurs](#)

